

Olivier Abel : « Avec la loi immigration, on est en train de fabriquer de l'étranger »

Par Élodie Maurot, le 23/12/2023 à 12h12

Pour le philosophe Olivier Abel, la loi immigration signe la victoire d'une attitude de profonde méfiance à l'égard des étrangers, y compris des Français d'origine étrangère. Il invite au contraire à « faire société avec ceux qui sont à côté de nous » par des gestes très concrets.

La Croix : Après le vote de la loi immigration, le gouvernement cherche à minimiser la rupture qu'elle représente. Ceux qui s'indignent sont accusés d'en faire trop. Quelle est votre lecture ?

Olivier Abel : Je ne sais pas si cette loi représente vraiment une rupture. Quelque part, elle est l'aboutissement d'une longue dérive par laquelle, peu à peu, les gouvernements Macron se sont rangés sous la dépendance des questions identitaires et sécuritaires du Rassemblement national (RN). Cela s'inscrit dans une tendance globale du champ politique français à l'œuvre depuis plusieurs décennies, même si elle s'est beaucoup accélérée récemment. Il y a aujourd'hui une rupture dans la conscience publique, parce que les gens se demandent soudain et à juste titre : « Où va-t-on comme cela ? » Il est clair que cette évolution tendancielle prépare l'épanouissement des thèses xénophobes et nationalistes du RN et peut nous conduire à devenir une société en guerre.

Pour le gouvernement, cette loi a été votée pour « donner un bouclier » à la France, pour qu'il n'y ait « plus d'Arras ». Cet argument sécuritaire est-il de part en part fictif et instrumentalisé ou est-il en partie sincère ? Mais que dire alors de ce désir de sécurité ?

O. A. : Je pense que notre société est obsédée par le mal. Elle ne cherche ni ne voit plus le bon. Et comme disait Emerson, « *toute protection contre un mal nous tient sous la dépendance de ce mal* ». On favorise tout ce qui nous protège et c'est une fausse bonne idée, car on a jamais fini d'être protégé et cette demande de sécurité devient monstrueuse. Le sentiment général d'insécurité devrait par ailleurs être mieux analysé, car je crois qu'il relève surtout d'une insécurité civilisationnelle, culturelle et presque spirituelle.

Ce qu'il nous faut, ce n'est pas plus de sécurité, c'est plus de courage pour rencontrer la réalité. Et d'abord la réalité de ce qu'est la France aujourd'hui. La société française ne se voit pas comme elle est réellement, avec tous les mariages mixtes qui existent dans nos familles et tous les enfants qui en sont issus.

Nous sommes devenus une population de gens qui se calfeutrent, qui ne laissent plus sortir leurs enfants, qui se replient sur eux-mêmes. Il faut sortir de cette folie collective de besoin de protection.

« La loi immigration acte la fin d'une politique de l'hospitalité »

Au-delà des différentes dispositions de la loi qui seront peut-être invalidées par le Conseil constitutionnel, ce texte ne signe-t-il pas la victoire d'un discours xénophobe ?

O. A. : Tout à fait. Il y a une profonde méfiance à l'égard des étrangers, y compris des soi-disant « étrangers » qui sont français, qui sont nés sur le sol français et qui n'ont rien connu d'autre que la France. Avec cette loi, dans le sillage des lois anti-immigration qui l'ont précédé, on est en train de fabriquer de l'étranger à partir de gens qui sont vraiment français. Ce n'est pas la première fois que s'exprime, en France, le désir de faire corps de manière unanime, d'être tous pareils, tous les mêmes, dans la même religion, dans la même langue... C'est une vieille histoire extrêmement dangereuse, qui a notamment conduit à la Saint Barthélémy et au régime de Vichy.

Aujourd'hui, par le soupçon, par l'humiliation quotidienne des étrangers ou des Français issus de l'immigration – qui sont sans cesse renvoyés au fait qu'ils sont tenus pour des citoyens de seconde zone – on prépare la guerre civile. C'est d'ailleurs le cas partout en Europe et c'est extrêmement inquiétant.

Immigration : « J'ai voté Emmanuel Macron pour que cette loi ne voie jamais le jour »

Que perdons-nous collectivement avec cette xénophobie inhospitalière ?

O. A. : A Noël, cette question de l'hospitalité prend un sens très fort. Car la scène de la crèche a à voir avec l'hospitalité, et l'hospitalité de « ce qui arrive ». Car ce petit enfant, il arrive. Ce n'est pas nous qui l'avons choisi. Or, de plus en plus, nous sommes incapables de faire avec « ce qui arrive ». Nous choisissons les « bons » étrangers, et nous jetons les autres. Mais cela préfigure ce que nous allons faire aux nationaux. Car parmi les nationaux aussi, il y a ceux qui sont bien intégrés, bons, utiles, « in », qui seront choisis, et les autres que l'on va peu à peu exclure à la manière des étrangers indésirables. Les deux mouvements vont ensemble. Je crois d'ailleurs qu'une partie des gens qui votent RN sont des gens qui se sentent mis au rebut et voudraient refaire la communauté « de ceux qui sont dedans » contre ceux qui cherchent à entrer dans la communauté nationale.

L'autre conséquence, c'est que la France est de moins en moins attractive alors qu'elle a besoin de tous ceux qui la souhaitent et y apportent leurs talents. J'ai rencontré il y a quelques mois des étudiants à Kinshasa (République démocratique du Congo), parfaitement francophones, d'excellent niveau, de filières littéraires mais aussi scientifiques, qui disaient qu'ils allaient partir en Chine poursuivre leurs études, parce qu'il n'y a aucune place pour eux en France et en Europe.

Pour ses défenseurs, la loi immigration serait justifiée par le fait que « les Français » souhaitent cette fermeté. Que peut-on dire de cette conception de la démocratie ?

O.A. : Cet argumentaire porte une conception du peuple qui est très problématique. On fait de la majorité quelque chose comme la voix de Dieu, dans une vision théologico-politique complètement sécularisée et laïcisée. Cette conception qui absolutise et sacralise l'opinion majoritaire est extrêmement dangereuse. Elle laisse croire que la démocratie, c'est la majorité. Si c'était le cas, la présence de Hitler au pouvoir aurait été légitime puisqu'il avait la majorité. On voit combien ce raisonnement peut mener à la catastrophe. Il faut donc absolument rappeler que la démocratie repose aussi sur d'autres piliers : le droit international et constitutionnel, les grandes déclarations, les institutions comme le Conseil constitutionnel, mais aussi le pluralisme de la presse.

Que peuvent apporter les chrétiens dans ce débat difficile, alors même que certains d'entre eux sont séduits par les thèses de l'extrême droite ?

O.A. : Une chose essentielle : il ne s'agit pas de sauver la France, il s'agit de sauver le monde. « Dieu a tant aimé le monde qu'il a donné son fils unique », dit l'Évangile de Jean (Jean 3,16). Ce qui est fragile aujourd'hui, c'est le monde. Personne ni aucun pays ne pourront se sauver tout seul. Aussi, ce sont les questions liées à la mondialité – écologiques, climatiques, alimentaires... – qui doivent primer sur les questions d'identité et de sécurité. Chercher à se sauver seul en s'isolant du reste, cela conduit à la guerre. On l'a vu dans l'histoire.

Aux chrétiens tentés par l'extrême droite, je voudrais dire que je ne veux pas jeter aux orties la question de l'identité, bien au contraire. C'est parce qu'on a suffisamment confiance en soi, dans nos traditions – catholique, chrétienne, française (depuis longtemps mêlée à de nombreux d'apports) – que nous pouvons rencontrer autre chose que nous-mêmes et considérer les autres traditions pour ce qu'elles peuvent apporter au monde commun.

Que peuvent faire les citoyens pour éviter la « fabrique de l'étranger » que vous décrivez ?

O.A. : Nous pouvons nous porter en médiateur et cela passe des gestes très concrets : s'intéresser aux copains de nos enfants ou à nos voisins qui sont étrangers ou d'origine étrangère, aller à la rencontre des musulmans de la mosquée proche de chez vous...

Par ces gestes, il s'agit de remêler des choses qui sont en train de se séparer, de refuser cette fabrique de l'étranger dans laquelle nous sommes pris comme dans un ensorcellement collectif. C'est un travail de tous les jours, un travail de remailage ordinaire, pour faire société avec ceux qui sont à côté de nous. C'est en manifestant notre confiance qu'on va créer la confiance. Notre méfiance ne fait que susciter de l'agressivité et de la méfiance. Tel est notre choix quotidien.

Élodie Maurot